

Nos références : PU 51316 – IDV/MP
Annexe(s) :

PERMIS D'URBANISME

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite :

- situation de la demande : **Rue du Village, 44**
- objet de la demande : **transformer une maison unifamiliale en deux logements et garage**

ARRETE :

Art. 1er. Le permis visant à **transformer une maison unifamiliale en deux logements et garage**, est délivré aux conditions de l'article 2.

Art. 2. Le titulaire du permis devra :

1° se conformer aux plans **51316-III** sans préjudice des conditions émises ci-dessous ;

2° respecter les conditions suivantes :

- **tout raccordement à l'égout public doit être réalisé selon les conditions générales des services Vivaqua SCRL – Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles – tél. : 02/518.81.11 – info@vivaqua.be;**

~~3° s'acquitter des charges d'urbanisme suivantes :~~

4° respecter les conditions fixées par l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) du 25/02/2020, figurant dans le dossier de demande de permis ;

~~5° prendre en compte les indications particulières de mise en œuvre du permis suivantes :~~

6° s'acquitter de la somme de **60,00 €** correspondant à la redevance en application au règlement sur les redevances en vigueur concernant les dossiers présentés à la commission de concertation ;

7° s'acquitter de la somme de **265,44 €** correspondant à la taxe en application au règlement sur les taxes en vigueur concernant les divers actes et travaux soumis à permis d'urbanisme ;

~~**Art. 3.** Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au delà d'une durée de — à dater de la notification du présent permis. (Article à n'utiliser que dans le cadre de l'article 102 du CoBAT relatif aux permis à durée limitée)~~

Art. 4. Le titulaire du permis doit, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes :

- afficher sur le terrain l'avis, dont un modèle est joint au présent permis, indiquant que le permis a été délivré, et ce pendant toute la durée de ce chantier ou tout au long de l'accomplissement de ces actes ;
- avertir, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis et de l'affichage, conformément aux modalités jointes au présent permis.

Art. 5. Si le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le présent permis, celui-ci est exécutoire 20 jours après sa réception (*application art. 157 CoBAT*)

Art. 6. Dès l'achèvement des actes et travaux autorisés par le présent permis et avant toute occupation, le collège des bourgmestre et échevins sollicite du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) une visite de contrôle, sanctionnée par une attestation de (non-) conformité, à moins qu'il s'agisse d'actes et travaux qui en sont dispensés par le Gouvernement.

Art. 7. Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers. Il ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

FONDEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE :

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'article 123, 7° de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juin 2004 déterminant les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme dispensés de l'avis préalable, de la visite de contrôle et de l'attestation de conformité du Service incendie et d'aide médicale urgente ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relatif aux enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'environnement ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 janvier 2004 relatif aux permis d'urbanisme à durée limitée ;

Vu le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) ;

~~Vu le plan particulier d'affectation du sol (PPAS) approuvé le _____ et dénommé _____ ;~~

~~Vu le plan particulier d'aménagement approuvé en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou en application de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qu'il s'agit du plan particulier d'affectation du sol dénommé _____ et approuvé le _____ ;~~

~~Vu le permis de lotir non périmé délivré en date du _____ ;~~

Vu le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU) ;

~~Vu le(s) règlement(s) régional(aux) d'urbanisme suivant(s) : _____ ;~~

Vu le règlement communal d'urbanisme suivant : RCU 2016 entré en vigueur le 17/10/2019 ;

~~Vu l'arrêté du _____ de classement (1) d'inscription sur la liste de sauvegarde (1) décidant de ne pas entamer la procédure de classement (1) décidant de ne pas classer, suivant _____ ;~~

~~Vu le plan de gestion patrimoniale adopté par l'arrêté du _____ ;~~

INSTRUCTION DE LA DEMANDE ET MOTIVATION DE LA DECISION :

La décision est prise pour les motifs suivants :

Considérant que la demande a été introduite en date du **10/10/2019** ;

Considérant que l'accusé de réception complet de cette demande porte la date du **18/01/2020** ;

Considérant que la demande déroge au(x) :

règlement(s) d'urbanisme visé(s) ci-dessus, en ce qui concerne :

Titre I et Titre II du règlement régional d'urbanisme en ce qui concerne la profondeur (article 4), la hauteur de la toiture (article 6) et l'éclairage naturel (article 10) ;

Vu l'avis du Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) du 25/02/2020 portant les références T.2020.0052/1/APM/ac, figurant dans le dossier de demande de permis ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité ; que l'enquête publique s'est déroulée du 30/05/2020 au 13/06/2020 et qu'aucune observation et/ou demande à être entendu n'a été introduite ;

Vu l'avis de la commission de concertation du 09/07/2020 ;

Considérant que l'avis de la commission de concertation a tenu lieu d'avis conforme et/ou de décision sur les dérogations du fonctionnaire délégué, qu'il est libellé comme suit : «

- **Vu que le bien est situé en zone d'habitation suivant le Plan Régional d'Affectation du Sol – A.G du 3 mai 2001 tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 02/05/2013 ;**
- **Vu que, selon le zonage du RRU concernant l'accessibilité en transports publics, le bien est situé en zone d'accessibilité B ;**
- **Vu que le bien est inscrit à l'inventaire du patrimoine bâti à titre transitoire ; que la construction du bien date d'avant le 01/01/1932 ;**
- **Vu que le bien est repris dans le périmètre d'une zone d'extension de site archéologique : « Noyau Villageois » ;**
- **Vu que la parcelle n'est pas reprise à l'inventaire de l'état du sol de la Région de Bruxelles-Capitale ;**
- **Vu que le bien sis rue du Village n°44, maison mitoyenne R+02+TP implantée sur une parcelle de 84m² cadastrée Division 1, Section A, Parcelle n°831H, est répertorié en tant que maison bel-étage comprenant 1 logement ;**
- **Vu les archives communales à cette adresse ;**
 - **N°23381/F17785-PU : Construire une maison (octroyé le 16/02/1931) ;**
 - **N°24339/F18510-PU : Exhausser l'annexe (octroyé le 04/03/1932) ;**
 - **N°46983/40851-PU : Transformer le rez-de-chaussée en garage (octroyé le 19/05/1992) ;**
 - **N°47441/41231-PU : Mettre la terrasse du 1er étage en conformité (octroyé le 22/03/1994) ;**
- **Vu qu'en situation de droit la répartition des fonctions se présente comme suit :**
 - **-01 Caves ;**
 - **00 Garage ; locaux divers ;**
 - **01 Living, salle à manger, cuisine, véranda et terrasse ;**
 - **02 Chambres ;**
- **Vu les renseignements urbanistiques (RU 2018/7461), l'immeuble abrite 1 seul logement sans garage ;**
- **Vu les renseignements administratifs disponibles, le bien est considéré comme maison unifamiliale avec commerce au rez-de-chaussée ;**
- **Vu que la demande vise à transformer une maison unifamiliale en 2 logements et garage ;**
- **Vu que la demande a été introduite le 10/10/2019, que le dossier a été déclaré complet le 21/01/2020 ;**
- **Vu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du 30/06/2020 au 13/06/2020, et qu'aucune réclamation n'a été introduite pour motifs principaux ;**
- **Vu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :**
 - **application de la prescription générale 0.6. du PRAS – atteintes aux intérieurs d'îlots ;**
 - **application de la prescription particulière 2.5.2° du PRAS – modifications des caractéristiques urbanistiques en zone d'habitation ;**
 - **application de l'article 207 du CoBAT – Bien inscrit à l'inventaire du patrimoine bâti ;**
 - **application de l'article 333 du CoBAT – Bien antérieur à 1932 – à l'inventaire à titre transitoire ;**
 - **dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne ;**
 - **dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne / lucarne de toiture ;**
- **Vu l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente référencé T.2020.0052/1/APM/ac daté du 25/02/2020 ;**

- Vu les recommandations communales relatives aux (sub)divisions d'immeubles en vue de créer des entités de logements supplémentaires approuvées par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 17/07/2018 ;
- Considérant que le projet prévoit la rehausse de l'immeuble sur 1 niveau, la transformation de la terrasse du 1er étage, l'extension du 2ème étage et la création d'un logement supplémentaire ;
- Considérant qu'en situation projetée, la répartition des fonctions se présente comme suit :
 - 01 1 cave pour le RDC, 2 caves privatives pour les appartements et 1 local poubelles ;
 - 00 L'entrée, 1 garage, 1 local vélos, 2 locaux de stockage, 2 dégagements, 1 WC et 1 salle de douche ;
 - 01 1 appartement 1 chambre ;
 - 02+03 1 appartement duplex 3 chambres ;
 - TV Grenier ;
- Considérant que la prescription générale 0.6 du PRAS, atteintes aux intérieurs d'îlots, est d'application en ce que le projet ne vise pas à améliorer prioritairement les qualités végétales, minérales, paysagères et esthétiques du bien ; que la densité du bâti est maintenue (parcelle construite sur l'entièreté de sa profondeur) et que la qualité paysagère de l'intérieur d'îlot n'est pas améliorée ;
- Considérant que la demande déroge au RRU, Titre I, article 4, profondeur d'une construction mitoyenne, en ce que la profondeur maximale hors-sol des constructions dépasse la profondeur constructible des trois-quarts de la parcelle (nouvelle extension au 2ème étage) ;
- Considérant que la demande déroge au RRU, Titre I, article 6, hauteur de toiture d'une construction mitoyenne, en ce que le profil de toiture de droite le moins élevé est dépassé de plus de 3m (4,85m) ; que la réalisation de la terrasse au 3ème étage nécessite la rehausse du profil mitoyen de droite le plus bas (à cet endroit) afin de créer un pare-vue ; que le profil mitoyen voisin le plus élevé ne peut être dépassé ; qu'il convient de placer la rehausse en retrait par rapport au plan de la façade et d'installer la terrasse en façade avant afin de profiter d'une orientation plein sud ;
- Considérant que le projet n'est pas conforme au Code Civil en matière de servitude de vue en ce que les panneaux vitrés translucides (2,10m) prévus au permis d'urbanisme de 1994 ont été remplacés par des balustrades permettant des vues droites sur le parc à l'arrière et sur la cour du voisin de droite ; que le projet ne prévoit aucune modification de la situation existante ; que dès lors, il convient de régler la question de la servitude de vue sur le parc avec le propriétaire ;
- Considérant que la demande déroge au RRU, Titre II, article 10, éclairage naturel, en ce que toutes les pièces habitables ne présentent pas un éclairage naturel équivalent à 1/5ème de la superficie plancher en ce compris, toutes les pièces du 2ème étage ;
- Considérant que le projet prévoit l'installation d'un WC et d'une salle de douche au rez-de-chaussée et que la terrasse du 1er étage est réduite afin de créer une prise de jour dans un espace de stockage au rez-de-chaussée ; qu'également, la plus grande cave n'est pas attribuée au logement ; que la présence d'un espace de stockage au rez-de-chaussée ne se justifie pas ;
- Considérant qu'il y a lieu de localiser le local pour les compteurs électriques et l'emplacement de la ou des chaudières ;
- Considérant que la situation de la parcelle est en zone B pour l'accessibilité (titre VIII du RRU) ; que le projet bénéficie d'une desserte moyenne en transports en commun ; qu'une place de stationnement en domaine privé est disponible mais que l'impact de la surdensification sur l'offre en stationnement n'est pas limité en ce que 2 logements sont créés et qu'un espace de stationnement sur la voie publique est privatisé par la présence d'un garage ; que, de plus, l'attribution du garage n'est pas précisée ; que le projet prévoit une alternative de mobilité douce par la création d'un espace de stockage des vélos ; que néanmoins, celui-ci se situe dans un dégagement donnant accès à l'espace 'réserve' ;
- Considérant que la parcelle est densifiée par la création d'un logement supplémentaire induisant une surcharge supplémentaire du réseau d'assainissement ; que la parcelle est imperméabilisée sur son entièreté et qu'aucune mesure de rétention ou récupération des eaux de pluie n'est prévue ;
- Considérant que le projet est conforme à la prescription particulière 2.5.2 du PRAS, modification des caractéristiques des constructions et installations, en ce que cette utilisation s'accorde avec le cadre urbain environnant ;
- Considérant que les articles 207, bien inscrit à l'inventaire du patrimoine bâti et 333,

Bien antérieur à 1932 – à l'inventaire à titre transitoire sont d'application ; que néanmoins, la façade d'origine a subi, au fil du temps des transformations ponctuelles peu harmonieuses (transformation de la façade du rez-de-chaussée, création d'un balcon monolithique (béton) et la réduction des baies de fenêtre du 2ème étage) à tel point que les qualités architecturales de la façade sont imperceptibles ;

- Considérant qu'une tente solaire et des caissons de volet ont été placés en façade avant ;
- Considérant que les nouveaux éléments proposés tels qu'un cimentage de couleur blanche pour la rehausse ou le PVC blanc pour les châssis participent au manque d'uniformité de la façade ; qu'il convient d'harmoniser l'entièreté de la façade ;
- Considérant qu'en séance, le demandeur a confirmé souhaiter utiliser le rez-de-chaussée (garage et espace de stockage) comme lieu d'entreposage pour son activité professionnelle ; que cette destination n'est pas compatible avec le logement qui est la destination principale du bien ; qu'également, le garage ne serait pas attribué à l'un des logements ; qu'il convient de maintenir un rez-de-chaussée destiné au logement ;
- Considérant que la demande doit se conformer strictement à l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de Bruxelles-Capitale ; que celui-ci est favorable sous conditions ;
- Considérant, de ce qui précède, que le projet, moyennant modifications, s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux ;

AVIS FAVORABLE unanime en présence du représentant de la D.U. à condition de :

- Au 3ème étage, placer la rehausse en retrait par rapport à la façade avant et supprimer la terrasse à l'arrière ;
- Supprimer les espaces 'réserve' au rez-de-chaussée ainsi que les sanitaires et intégrer ces espaces au logement du 1er étage) ;
- Attribuer le garage au plus grand logement ;
- Verdurer les toitures plates et les rendre inaccessibles ;
- Harmoniser la façade et supprimer la marquise et les caissons de volet en façade avant et rétablir la brique d'origine (éventuellement prévoir une couleur identique sur le rez-de-chaussée et sur le balcon) ;
- Régler la question de la servitude de vue sur le parc ;
- Rendre les logements conformes au RRU.

Des plans modifiés devront être soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins avant délivrance du permis d'urbanisme (application de l'article 191 du code bruxellois de l'aménagement du territoire). A défaut, l'autorité statue sur la demande en l'état. (Les documents A0 à l'échelle 1/50^{ème} doivent être fournis en 4 exemplaires et les documents de synthèse A3 doivent être fournis en 2 exemplaires. Si les superficies ou volumes sont modifiés, il y a lieu d'adapter les cadres VI et VII du formulaire annexe I). »

Vu l'avis conforme et/ou la décision sur les dérogations du fonctionnaire délégué du, libellé comme suit :

Vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Anderlecht du 27/10/2020 auquel le fonctionnaire délégué se rallie ;

Considérant que le bien se situe en zone d'habitation du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) arrêté par arrêté du gouvernement du 3 mai 2001 ;

Vu que, selon le zonage du RRU concernant l'accessibilité en transports publics, le bien est situé en zone d'accessibilité B ;

Considérant que le bien est inscrit à l'inventaire du patrimoine bâti à titre transitoire ; que la construction du bien date d'avant le 1/01/1932 ;

Considérant que le bien est repris dans le périmètre d'une zone d'extension de site archéologique : « Noyau Villageois » ;

Vu que la parcelle n'est pas reprise à l'inventaire de l'état du sol de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que le bien sis rue du Village n°44, maison mitoyen R+02+TP implantée sur une parcelle de 84m² cadastrée Division 1, Section A, Parcelle n°831H, est répertorié en tant que maison bel-étage comprenant 1 logement ;

Vu les archives communales à cette adresse ;

-N°23381/F17785-PU : Construire une maison (octroyé le 16/02/1931) ;

-N°24339/F18510-PU : Exhausser l'annexe (octroyé le 4/03/1932) ;

-N°46983/40851-PU : Transformer le rez-de-chaussée en garage (octroyé le 19/05/1992) ;

-N°47441/41231-PU : Mettre la terrasse du 1er étage en conformité (octroyé le 22/03/1994) ;

Vu qu'en situation de droit la répartition des fonctions se présente comme suit :

-01 Caves ;

-00 Garage ; locaux divers ;

-01 Living, salle à manger, cuisine, véranda et terrasse ;

-02 Chambres ;

Vu les renseignements urbanistiques (RU 2018/7461), l'immeuble abrite 1 seul logement sans garage ;

Vu les renseignements administratifs disponibles, le bien est considéré comme maison unifamiliale avec commerce au rez-de-chaussée ;

Considérant que la demande vise à transformer une maison unifamiliale en 2 logements et garage ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du 30/06/2020 au 13/06/2020, et qu'aucune réclamation n'a été introduite pour motifs principaux ;

Considérant que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :

- application de la prescription générale 0.6. du PRAS – atteintes aux intérieurs d'îlots ;
- application de la prescription particulière 2.5.2° du PRAS – modifications des caractéristiques urbanistiques en zone d'habitation ;
- application de l'article 207 du CoBAT – Bien inscrit à l'inventaire du patrimoine bâti ;
- application de l'article 333 du CoBAT – Bien antérieur à 1932 – à l'inventaire à titre transitoire ;
- dérogation à l'article 4 du Titre I du RRU – profondeur d'une construction mitoyenne ;
- dérogation à l'article 6 du Titre I du RRU – hauteur d'une construction mitoyenne / lucarne de toiture ;

Vu l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente référencé T.2020.0052/1/APM/ac daté du 25/02/2020 ;

Vu les recommandations communales relatives aux (sub)divisions d'immeubles en vue de créer des entités de logements supplémentaires approuvées par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 17/07/2018 ;

Considérant que le projet prévoit la rehausse de l'immeuble sur 1 niveau, la transformation de la terrasse du 1er étage, l'extension du 2ème étage et la création d'un logement supplémentaire ;

Considérant qu'en situation projetée, la répartition des fonctions se présente comme suit :

- 01 1 cave pour le RDC, 2 caves privatives pour les appartements et 1 local poubelles ;
- 00 L'entrée, 1 garage, 1 local vélos, 2 locaux de stockage, 2 dégagements, 1 WC et 1 salle de douche ;
- 01 1 appartement 1 chambre ;
- 02+03 1 appartement duplex 3 chambres ;
- TV Grenier ;

Considérant que la prescription générale 0.6 du PRAS, atteintes aux intérieurs d'îlots, est d'application en ce que le projet ne vise pas à améliorer prioritairement les qualités végétales, minérales, paysagères et esthétiques du bien ; que la densité du bâti est maintenue (parcelle construite sur l'entièreté de sa profondeur) et que la qualité paysagère de l'intérieur d'îlot n'est pas améliorée ;

Considérant que la demande déroge au RRU, Titre I, article 4, profondeur d'une construction mitoyenne, en ce que la profondeur maximale hors-sol des constructions dépasse la profondeur constructible des trois-quarts de la parcelle (nouvelle extension au 2^{ème} étage) ;

Considérant que la demande déroge au RRU, Titre I, article 6, hauteur de toiture d'une construction mitoyenne, en ce que le profil de toiture de droite le moins élevé est dépassé de plus de 3m (4,85m) ; que la réalisation de la terrasse au 3^{ème} étage nécessite la rehausse du profil mitoyen de droite le plus bas (à cet endroit) afin de créer un pare-vue ; que le profil mitoyen voisin le plus élevé ne peut être dépassé ; qu'il convient de placer la rehausse en retrait par rapport au plan de la façade et d'installer la terrasse en façade avant afin de profiter d'une orientation plein sud ;

Considérant que le projet n'est pas conforme au Code Civil en matière de servitude de vue en ce que les panneaux vitrés translucides (2,10m) prévus au permis d'urbanisme de 1994 ont été remplacés par des balustrades permettant des vues droites sur le parc à l'arrière et sur la cour du voisin de droite ; que le projet ne prévoit aucune modification de la situation existante ; que dès lors, il convient de régler la question de la servitude de vue sur le parc avec le propriétaire ;

Considérant que la demande déroge au RRU, Titre II, article 10, éclairage naturel, en ce que toutes les pièces habitables ne présentent pas un éclairage naturel équivalent à 1/5ème de la superficie plancher en ce compris, toutes les pièces du 2^{ème} étage ;

Considérant que le projet prévoit l'installation d'un WC et d'une salle de douche au rez-de-chaussée et que la terrasse du 1^{er} étage est réduite afin de créer une prise de jour dans un espace de stockage au rez-de-chaussée ; qu'également, la plus grande cave n'est pas attribuée au logement ; que la présence d'un espace de stockage au rez-de-chaussée ne se justifie pas ;

Considérant qu'il y a lieu de localiser le local pour les compteurs électriques et l'emplacement de la ou des chaudières ;

Considérant que la situation de la parcelle est en zone B pour l'accessibilité (titre VIII du RRU) ; que le projet bénéficie d'une desserte moyenne en transports en commun ; qu'une place de stationnement en domaine privé est disponible mais que l'impact de la surdensification sur l'offre en stationnement n'est pas limité en ce que 2 logements sont créés et qu'un espace de stationnement sur la voie publique est privatisée par la présence d'un garage ; que, de plus, l'attribution du garage n'est pas précisée ; que le projet prévoit une alternative de mobilité douce par la création d'un espace de stockage des vélos ; que néanmoins, celui-ci se situe dans un dégagement donnant accès à l'espace 'réserve' ;

Considérant que la parcelle est densifiée par la création d'un logement supplémentaire induisant une surcharge supplémentaire du réseau d'assainissement ; que la parcelle est imperméabilisée sur son entièreté et qu'aucune mesure de rétention ou récupération des eaux de pluie n'est prévue ;

Considérant que le projet est conforme à la prescription particulière 2.5.2 du PRAS, modification des caractéristiques des constructions et installations, en ce que cette utilisation s'accorde avec le cadre urbain environnant ;

Considérant que les articles 207, bien inscrit à l'inventaire du patrimoine bâti et 333, Bien antérieur à 1932 – à l'inventaire à titre transitoire sont d'application ; que néanmoins, la façade d'origine a subi, au fil du temps des transformations ponctuelles peu harmonieuses (transformation de la façade du rez-de-chaussée, création d'un balcon monolithique (béton) et la réduction des baies de fenêtre du 2^{ème} étage) à tel point que les qualités architecturales de la façade sont imperceptibles ;

Considérant qu'une tente solaire et des caissons de volet ont été placés en façade avant ;

Considérant que les nouveaux éléments proposés tels qu'un cimentage de couleur blanche pour la rehausse ou le PVC blanc pour les châssis participent au manque d'uniformité de la façade ; qu'il convient d'harmoniser l'entièreté de la façade ;

Considérant qu'en séance, le demandeur a confirmé souhaiter utiliser le rez-de-chaussée (garage et espace de stockage) comme lieu d'entreposage pour son activité professionnelle ; que cette destination n'est pas compatible

avec le logement qui est la destination principale du bien ; qu'également, le garage ne serait pas attribué à l'un des logements ; qu'il convient de maintenir un rez-de-chaussée destiné au logement ;
Considérant que la demande doit se conformer strictement à l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de Bruxelles-Capitale ; que celui-ci est favorable sous conditions ;
Considérant, de ce qui précède, que le projet, moyennant modifications, s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux :

AVIS FAVORABLE à condition de :

- Au 3ème étage, placer la rehausse en retrait par rapport à la façade avant et supprimer la terrasse à l'arrière ;
- Supprimer les espaces 'réserve' au rez-de-chaussée ainsi que les sanitaires et intégrer ces espaces au logement du 1er étage) ;
- Attribuer le garage au plus grand logement ;
- Verduriser les toitures plates et les rendre inaccessibles ;
- Harmoniser la façade et supprimer la marquise et les caissons de volet en façade avant et rétablir la brique d'origine (éventuellement prévoir une couleur identique sur le rez-de-chaussée et sur le balcon) ;
- Régler la question de la servitude de vue sur le parc ;
- Rendre les logements conformes au RRU ;

Des plans modifiés devront être soumis au Collège des Bourgmestre et échevins avant délivrance du permis d'urbanisme (application de l'article 191 du code bruxellois de l'aménagement du territoire). A défaut, l'autorité statue sur la demande en l'état. (Les documents A0 à l'échelle 1/50^{ème} doivent être fournis en 4 exemplaires et les documents de synthèse A3 doivent être fournis en 2 exemplaires. Si les superficies ou volumes sont modifiés, il y a lieu d'adapter les cadres VI et VII du formulaire annexe

Considérant qu'un dossier modificatif a été introduit le 06/01/2020 en que celui-ci répond aux conditions de la commission de concertation, à savoir que :

- La rehausse a été placée en retrait par rapport à la façade avant et la terrasse à l'arrière a été supprimée et placée à l'avant côté sud ;
- L'espace « réserve » au rez-de-chaussée a été supprimé et transformé en bureau/dressing avec sanitaires intégrés au logement du 1^{er} étage et accessible par un escalier le reliant à la chambre au 1^{er} étage ;
- Le garage est attribué au plus grand logement ;
- Les toitures plates non accessibles ont été végétalisées ;
- La façade a été harmonisée (la brique d'origine sera nettoyée au 1^{er} et 2^o étage, un enduit de teinte écru a été prévu au rez-de-chaussée et au niveau de la rehausse, des menuiseries en PVC mouluré de teinte écru ont été prévues et la porte de garage métallique sera repeinte en écru), la marquise et les caissons de volet en façade avant ont été supprimés ;

Considérant qu'en situation projetée, la répartition des fonctions se présente comme suit :

- -01 : 2 caves privatives +1 local poubelles + 1 local compteurs ;
- 00 : 1 garage attribué au logement 3 chambres avec local de rangement attenant + vélos dans le dégagement ;
- 00 +01 : 1 appartement 1 chambre : séjour/cuisine + chambre avec dressing/bureau, salle de bain et WC au rez-de-chaussée avec terrasse ;
- 02+03+TV : 1 appartement duplex 3 chambres avec grenier, garage et terrasse ;

Considérant que le projet modifié prévoit le remplacement du brise-vue installé au niveau de la terrasse du 1^{er} étage, que celui-ci est prévu identique au brise-vue existant en situation de droit ; que, par conséquent, les vues ne sont plus possibles sur le par cet sur l'héritage voisin de droite ;

Considérant que le projet déroge à l'article 4 du Titre I du règlement régional d'urbanisme-profondeur d'une construction mitoyenne, en ce que la rehausse dépasse le profil arrière voisin de gauche le plus profond de 1.25m ;
Considérant que le projet déroge à l'article 6 du Titre I du règlement régional d'urbanisme- hauteur d'une construction mitoyenne, en ce que le profil de toiture de la maison est dépassé de plus de 2m ; que le profil mitoyen dépasse de plus de 3m le profil mitoyen de droite le moins élevé ; qu'à l'arrière, le profil de toiture dépasse également le profil mitoyen voisin de gauche le plus élevé ;

Considérant que la rehausse permet d'aménager le séjour/cuisine pour un logement 3 chambres ; que le faite de la maison voisine de droite est relativement bas par rapport aux maisons voisines de la rue ; que le projet prévoit une rehausse avec toiture à versants s'intégrant mieux qu'une toiture plate au cadre urbain environnant ; que la partie dépassant le profil de la maison voisine de gauche la plus élevée et profonde n'est que très limité et faiblement impactante ;

Considérant qu'en ce qui concerne la conformité au Titre II du règlement régional d'urbanisme en matière de normes minimales d'habitabilité, le projet déroge à l'article 10 – l'éclairage naturel, en ce que la surface vitrée du séjour du 1^{er} étage est de 5,9 m² au lieu de 6,44 m² et la surface vitrée des chambres secondaires du 2^o étage est de 2,03 m² au lieu de 2.32 m² pour la chambre 2 et de 2.03m² au lieu de 2.24 m² pour la chambre 3, que néanmoins, ces fenêtres se trouvent sur la façade avant existante ; qu'également, la dérogation est limitée et donc acceptable ;

Considérant que le projet en l'état s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux :

AVIS FAVORABLE,

Les dérogations au Titre I et Titre II du règlement régional d'urbanisme en ce qui concerne la profondeur (article 4), la hauteur de la toiture (article 6) et l'éclairage naturel (article 10) sont accordées pour les motifs énoncés ci-dessus. »

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins a notifié, en date du 13/07/2020, la décision d'imposer des conditions impliquant des modifications aux plans déposés à l'appui de la demande (art. 191 du CoBAT) ;

que les plans modifiés ont été notifiés au collège des bourgmestre et échevins en date du 06/10/2020 et que la demande modifiée n'a pas dû être soumise à de nouveaux actes d'instruction ;

avis favorable :

- **Considérant l'avis favorable unanime de la commission de concertation du 9/07/2020 sous réserve de répondre aux conditions listées dans l'avis susmentionné ;**
- **Considérant qu'un dossier modificatif a été introduit le 06/10/2020 et que celui-ci répond aux conditions de la commission de concertation ;**
- **Considérant que l'avis du fonctionnaire délégué a été sollicité ; que celui-ci s'est rallié à l'avis du Collège et a accordé les dérogations ;**
- **Que les dérogations au Titre I et Titre II du règlement régional d'urbanisme en ce qui concerne la profondeur (article 4), la hauteur de la toiture (article 6) et l'éclairage naturel (article 10) sont accordées ;**
- **Considérant que le projet modifié s'accorde aux caractéristiques urbanistiques du cadre urbain environnant et n'est pas contraire au principe de bon aménagement des lieux.**

Fait en séance du 09/02/2021

Pour le Collège :

Par ordonnance,
Le Secrétaire communal,

Par délégation,
L'Echevin de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. VERMEULEN

A. KESTEMONT

Notification du présent permis est faite simultanément, par envoi recommandé, au demandeur et au fonctionnaire délégué. (Références dossier régional :)

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement dans les trente jours de la réception de la présente décision du collège des bourgmestre et échevins. Ce recours est adressé au Gouvernement par la voie électronique ou par lettre recommandée à la poste.

EXTRAITS DE DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

La législation peut faire l'objet de modifications. Toute la législation urbanistique actualisée est disponible sur le site régional de l'urbanisme

Décision du collège des bourgmestre et échevins

Article 126, § 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut, après avoir recueilli l'avis des administrations et instances concernées, arrêter la liste des actes et travaux qui sont dispensés de tout ou partie des avis d'administrations ou d'instances requis en application du présent article, en raison de leur minime importance ou de l'absence de pertinence des avis visés pour les actes et travaux considérés.

Article 126, § 7 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement favorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, la commission de concertation, dans son avis, accorde, le cas échéant, les dérogations visées au § 11.

Le collège des bourgmestre et échevins délivre ensuite le permis, sur la base de l'avis conforme de la commission de concertation. Le permis reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

Article 126, § 8 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque l'avis de la commission de concertation est unanimement défavorable et rendu en présence d'un représentant de l'Administration en charge de l'Urbanisme, le collège des bourgmestre et échevins refuse le permis. La décision de refus reproduit le dispositif de l'avis de la commission de concertation.

Article 126 § 9 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sous réserve du § 4, lorsqu'il n'existe pas, pour le territoire où se situe le bien, de plan particulier d'affectation du sol en vigueur ou de permis de lotir non périmé, la demande est soumise à l'avis du fonctionnaire délégué.

La commune transmet au fonctionnaire délégué, par recommandé ou par porteur, l'ensemble des documents déterminés par le Gouvernement et informe le demandeur de cette transmission dans le délai suivant :

- lorsque la demande n'est pas soumise aux mesures particulières de publicité : simultanément à l'envoi de l'accusé de réception de dossier complet ;

- lorsque la demande est soumise aux mesures particulières de publicité : dans les dix jours de l'avis de la commission de concertation ou dans les dix jours de l'expiration du délai imparti à la commission de concertation pour émettre son avis ou, lorsque cet avis n'est pas requis, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique.

Le délai imparti au fonctionnaire délégué pour envoyer son avis au collège des bourgmestre et échevins est de quarante-cinq jours à compter de la réception des documents visés à l'alinéa précédent. À défaut, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis transmis au-delà de ce délai. Si l'avis du fonctionnaire délégué est notifié dans le délai, le Collège des bourgmestre et échevins ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du fonctionnaire délégué, le permis devant reproduire le dispositif de l'avis du fonctionnaire délégué.

En dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation et que celle-ci a émis un avis favorable qui ne répond pas aux exigences du § 7, le fonctionnaire délégué est présumé favorable à la demande si, dans les huit jours de la réception des documents visés à l'alinéa 2, il n'a pas envoyé au collège des bourgmestre et échevins sa décision d'émettre son avis motivé dans le délai prévu à l'alinéa précédent.

Article 126 § 10 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque celles-ci ne sont pas accordées par la commission de concertation, les dérogations visées au § 11 sont accordées par le fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué se prononce sur les dérogations dans les mêmes conditions et dans le même délai que ceux visés au § 9. À défaut, de décision rendue dans le délai imparti, les dérogations sont réputées refusées.

Article 325, § 1er, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Les plans particuliers d'aménagement approuvés sous l'empire de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et de la loi du 29 mars 1962 restent en vigueur. Ils sont dénommés "plans particuliers d'affectation du sol". Il peut y être dérogé aux mêmes conditions que celles prévues par le présent Code pour les plans particuliers d'affectation du sol.

Toutefois, l'article 126, § 9, est d'application à la procédure de délivrance des permis et certificats dans le périmètre des plans particuliers d'aménagement, approuvés en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Exécution du permis

Article 157 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le permis délivré en application de l'article 156 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le permis.

Le délai visé à l'alinéa 1er prend cours à compter de la date de la levée de la suspension visée à l'article 101, § 7.

Le permis doit reproduire le texte de l'alinéa premier.

Modalités de publicité

Article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Un avis indiquant que le permis a été délivré doit être affiché sur le terrain par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 301, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Le titulaire du permis doit avertir par lettre recommandée le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes autorisés ainsi que de l'affichage visé à l'alinéa 1er, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Articles 2 à 6 et annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme :

OBLIGATION D'AFFICHAGE

Art. 2. L'avis requis par l'article 194/2, alinéa 1er, du CoBAT est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. L'avis mentionne le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelle prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible d'atteindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

Art. 4. L'avis est affiché au moins huit jours avant l'ouverture du chantier ou avant de poser les actes pour lesquels le permis a été délivré.

Art. 5. § 1er. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un permis d'urbanisme relatif à des travaux d'infrastructure, l'avis doit être affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée.

Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m², les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m².

ANNEXE : AVIS D'AFFICHAGE

Région de Bruxelles-Capitale

Commune de

AVIS

Application de l'article 194/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT).

Permis d'urbanisme (1)

Permis de lotir n° (1)

délivré le

à

par

prorogé le (1)

prorogation reconduite le (1)

OBJET DU PERMIS :

DUREE PREVUE DU CHANTIER :

ENTREPRENEUR/RESPONSABLE DU CHANTIER :

Nom :

Adresse :

N° de téléphone :

HORAIRES DU CHANTIER :

(1) Biffer la mention inutile.

OBLIGATION D'AVERTISSEMENT

Art. 6. Dans l'avertissement visé à l'article 194/2, alinéa 3, du CoBAT, le titulaire du permis mentionne les informations suivantes :

1° les références du permis : références du dossier, adresse du bien, date de délivrance du permis, autorité ayant délivré le permis;

2° son nom ou sa raison sociale;

3° la date de commencement des actes ou travaux;

4° la date d'affichage de l'avis indiquant que le permis a été délivré;

5° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur ou du responsable du chantier.

NB : un modèle informatique de l'avis d'affichage et de l'avertissement - à compléter et imprimer- sont disponibles sur le site régional de l'urbanisme

Article 192, alinéa 4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Lorsque le permis est délivré afin de faire cesser une des infractions visées à l'article 300, il fixe le délai endéans lequel les travaux nécessaires à la cessation de l'infraction doivent être entamés ainsi que le délai endéans lequel ces travaux doivent être achevés.

Modification du permis d'urbanisme

Article 102/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Conformément aux dispositions du présent Titre, sous réserve des dispositions du présent article, le titulaire d'un permis d'urbanisme peut solliciter la modification de ce permis aux conditions suivantes :

1° les modifications demandées ne peuvent pas porter sur des travaux déjà réalisés;

2° la modification ne porte que sur les droits issus du permis qui n'ont pas encore été mis en œuvre;

3° tous les recours administratifs ouverts à son encontre par le présent Code ou les délais pour les intenter sont épuisés.

§ 2. La demande de modification est introduite auprès de l'autorité ayant délivré le permis d'urbanisme initial, sauf dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'une des hypothèses visées à l'article 123/2 est rencontrée ;

- Lorsque le permis d'urbanisme initial a été délivré sur recours par le Gouvernement, la demande de modification est introduite auprès du fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsqu'elle accorde la modification du permis, l'autorité ne peut porter atteinte aux éléments du permis d'urbanisme qui ne sont pas modifiés par la demande.

§ 4. L'introduction d'une demande de modification n'empêche pas renonciation au bénéfice du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

La modification du permis d'urbanisme n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisme dont la modification est demandée.

§ 5. Le Gouvernement arrête la composition obligatoire du dossier de modification du permis d'urbanisme.

Péremption et prorogation

Article 101 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Sous réserve des hypothèses visées au § 3, le permis est périmé si, dans les trois années de sa délivrance, le titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 98, § 1er, 1°, 2° et 4°, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros-œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 100.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis. Dans cette hypothèse, la péremption affecte :

- la partie non réalisée du permis, si la partie réalisée peut être considérée, au sein de celui-ci, comme un élément autonome, apprécié et autorisé comme tel par l'autorité délivrante ;

- l'entièreté du permis, dans le cas contraire.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

§ 2. A la demande du titulaire du permis, les délais visés au § 1er peuvent être prorogés par période d'un an, lorsque le demandeur justifie soit qu'il n'a pu mettre en œuvre son permis soit qu'il a dû interrompre ses travaux en raison de la survenance d'un cas de force majeure ou de la nécessité de conclure un ou plusieurs marché(s) public(s).

La demande de prorogation doit intervenir, à peine de forclusion, deux mois au moins avant l'écoulement du délai de péremption.

Le collège des bourgmestre et échevins se prononce sur la demande de prorogation lorsque le permis a été délivré par celui-ci. Dans les autres cas, le fonctionnaire délégué se prononce sur la demande de prorogation.

A défaut de décision de l'autorité compétente au terme du délai de péremption, la prorogation demandée est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation ne peut pas faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

§ 3. En dérogation au § 1er, pour les permis portant sur des zones d'espaces verts ou visés à l'article 123/2, § 1er, 1° à 3°, qui autorisent des actes et travaux récurrents ou s'inscrivant dans un programme de gestion de l'ensemble du bien concerné, le délai de péremption peut être fixé à dix ans pour les actes et travaux concernés. Dans cette hypothèse, l'interruption des actes et travaux pendant plus d'un an n'entraîne pas la péremption du permis et § 2 n'est pas applicable.

§ 4. Dans tous les cas où, en application du présent Code, le permis d'urbanisme est suspendu, le délai de péremption est lui-même suspendu, et ce pour toute la durée de suspension du permis.

§ 5. Au cas où des actes ou travaux de dépollution du sol doivent être exécutés avant la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, le permis et son délai de péremption sont suspendus de plein droit jusqu'à la constatation par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de la bonne exécution de ces actes ou travaux préalables.

§ 6. Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre d'un permis d'urbanisme devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interruption des actes et travaux autorisés par ce permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 7. En cas de projet mixte au sens de l'article 176/1, le permis d'urbanisme et son délai de péremption sont suspendus tant que le permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

Le refus définitif du permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application du présent Code, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par le présent Code ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter, sont épuisés.

Lorsqu'un recours en annulation est introduit à l'encontre du permis d'environnement devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, le délai de péremption du permis d'urbanisme est suspendu de plein droit de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie à la procédure, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Le délai de péremption du permis d'urbanisme est également suspendu de plein droit lorsqu'une demande d'interdiction de mise en œuvre du permis d'environnement est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire, de la signification de l'acte introductif d'instance à la notification de la décision.

§ 8. La présente disposition n'est pas applicable aux permis d'urbanisme si et dans la mesure où ils autorisent des actes et travaux visant à mettre fin à une infraction visée à l'article 300.

Article 101/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Par dérogation à l'article 101, lorsque l'exécution d'actes et travaux ainsi que, le cas échéant, de charges d'urbanisme est prévue par phases, conformément à l'article 192, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption visé à l'article 101, § 1er. Le laps de temps séparant le point de départ de deux phases successives ne peut pas excéder trois ans.

Le délai de péremption relatif à chaque phase peut faire l'objet d'une prorogation selon les modalités reprises à l'article 101, § 2.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme :

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Suspension et annulation

Article 161, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§1^{er}. Le Gouvernement détermine les documents que le collège des bourgmestre et échevins joint à l'expédition de la décision délivrant le permis qu'il notifie au fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué vérifie la conformité du permis à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux conditions de l'arrêté du Gouvernement de refus d'ouverture de procédure de classement portant sur le bien qui fait l'objet du permis.

Dans le délai visé à l'article 157, § 1er, alinéa 1er, le fonctionnaire délégué, en cas de non-conformité, suspend la décision du collège des bourgmestre et échevins et notifie sa décision de suspension au collège des bourgmestre et échevins, au titulaire du permis et au Collège d'urbanisme. Cette décision de suspension du permis est motivée.

§2. Le fonctionnaire délégué peut suspendre le permis lorsqu'il estime que les travaux autorisés par ce permis sont de nature à compromettre le bon aménagement des lieux, dès que le Gouvernement a décidé l'adoption ou la modification du plan régional d'affectation du sol ou d'un plan d'aménagement directeur.

Article 162 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire:

Dans les soixante jours de la notification de la suspension visée à l'article 161, le Gouvernement, sur avis du Collège d'urbanisme, annule le permis s'il y a lieu et notifie sa décision simultanément au collège des bourgmestre et échevins et au demandeur.

Le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué et le titulaire du permis ou son conseil, sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, l'autre partie et le fonctionnaire délégué sont invités à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme. Dans ce cas, le délai est prolongé de quinze jours.

A défaut de la notification de l'annulation dans les délais précités, la suspension est levée. Le permis reproduit le texte de l'article 161, et les alinéas premier et deuxième du présent article.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution du présent article.

Recours au Gouvernement (beroep-recours@gov.brussels)

Article 188/1 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le demandeur peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre :

- de la décision du collège des bourgmestre et échevins ou du fonctionnaire délégué, dans les trente jours de la réception de celle-ci ;
- de la décision implicite de refus de sa demande, dans les trente jours de l'expiration du délai imparti au fonctionnaire délégué pour statuer sur celle-ci.

Lorsque la commune n'est ni la demanderesse de permis, ni l'autorité initialement compétente pour délivrer celui-ci, le Collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours au Gouvernement à l'encontre de la décision du fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de celle-ci. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif. Sous peine d'irrecevabilité, il est adressé en même temps au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Le recours est adressé au Gouvernement, qui en transmet copie, dès réception, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée.

Le Collège d'urbanisme procède à une audition lorsque celle-ci est demandée. Cette demande est formulée dans le recours ou, s'agissant de l'autorité dont la décision, expresse ou implicite, est contestée, dans les cinq jours de la notification du recours par le Gouvernement. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. L'administration en charge de l'urbanisme et le Gouvernement ou la personne qu'il délègue peuvent assister à l'audition devant le Collège d'urbanisme.

Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction du recours et d'organisation de l'audition.

Article 188/2 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Sans préjudice de l'alinéa 2, le Collège d'urbanisme notifie son avis aux parties et au Gouvernement dans les septante-cinq jours de la date d'envoi du recours.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prolongé comme suit lorsque le Collège d'urbanisme constate que la demande doit être soumise aux actes d'instruction suivants :

- 1° trente jours lorsque la demande est soumise à l'avis d'administrations ou d'instances ;
- 2° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à une enquête publique ;
- 3° quarante-cinq jours lorsque l'enquête publique est organisée partiellement durant les vacances d'été ;
- 4° quarante-cinq jours lorsque la demande est soumise à l'avis de la commission de concertation ;

Dans ces hypothèses, le Collège d'urbanisme informe les parties et le Gouvernement des mesures sollicitées et de la durée de la prolongation des délais.

A défaut d'avis émis dans le délai imparti, la procédure est poursuivie sans qu'il doive être tenu compte d'un avis émis hors délai.

Article 188/3 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement notifie sa décision aux parties dans les soixante jours :

- de la notification de l'avis du Collège d'urbanisme ;
- ou, à défaut d'avis rendu dans le délai imparti, de l'expiration de ce délai.

A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'alinéa 1er, chacune des parties peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Lorsque ce rappel est envoyé par le Collège des bourgmestre et échevins, celui-ci en adresse simultanément une copie au demandeur en permis par lettre recommandée. A défaut, la lettre de rappel ne porte pas d'effets.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours à compter de l'envoi du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision aux parties, l'avis du Collège d'urbanisme tient lieu de décision. A défaut d'avis du Collège d'urbanisme, la décision qui a fait l'objet du recours est confirmée.

Article 188/4 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

§ 1er. Préalablement à la décision du Gouvernement, le demandeur peut modifier sa demande de permis.

Toutefois, lorsque la demande de permis est soumise aux mesures particulières de publicité en application de l'article 188/2, la demande ne peut être modifiée entre la date d'introduction du recours et la fin des mesures particulières de publicité ou l'échéance du délai de leur réalisation visé à l'article 188/8 ou 188/9.

§ 2. Le demandeur avertit le Gouvernement par lettre recommandée de son intention de modifier sa demande de permis. Le délai visé à l'article 188/3 est suspendu à dater de l'envoi de la lettre recommandée.

§ 3. Dans un délai de 6 mois à compter de la notification adressée au Gouvernement, les modifications sont introduites par le demandeur.

Passé ce délai, la demande de permis est caduque.

§ 4. Dans les trente jours de la réception de la demande modifiée, le Gouvernement vérifie si le dossier est complet et si la demande modifiée doit à nouveau être soumise à des actes d'instruction eu égard aux conditions visées au § 5, et adresse au demandeur, par lettre recommandée, un accusé de réception si le dossier est complet. Dans le cas contraire, il l'informe, dans les mêmes conditions, que son dossier n'est pas complet en indiquant les documents ou renseignements manquants ; le Gouvernement délivre l'accusé de réception dans les trente jours de la réception de ces documents ou renseignements.

Si, dans les six mois de la notification du caractère incomplet du dossier, le demandeur ne communique aucun des documents

ou renseignements manquants, la demande de permis est caduque. Si le demandeur communique une partie de ces documents, il est à nouveau fait application des dispositions du présent paragraphe.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier dans les délais visés à l'alinéa 1er, la suspension visée au § 2 est levée et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir le lendemain de l'échéance du délai visé à cet alinéa.

§ 5. Lorsque les modifications apportées par le demandeur n'affectent pas l'objet du projet, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer de la demande les dérogations visées à l'article 126, § 11, qu'impliquait le projet initial, le Gouvernement statue sur la demande modifiée, sans qu'elle ne soit à nouveau soumise aux actes d'instruction déjà réalisés.

La suspension visée au § 2 est levée à la date d'envoi de l'accusé de réception de dossier complet visé au § 4, et le délai dans lequel le Gouvernement doit notifier sa décision conformément à l'article 188/3 recommence à courir.

Article 188/5 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire :

Le Gouvernement peut délivrer le permis, assortir le permis de conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux ou refuser le permis.

Il peut également consentir les dérogations visées à l'article 126, § 11.

En outre, le Gouvernement peut accorder le permis en s'écartant des prescriptions réglementaires des plans visés au titre II dès que la modification de ces plans a été décidée dans le but de permettre la réalisation des actes et travaux d'utilité publique qui sont l'objet de la demande de permis, pour autant que, dans la décision de modifier le plan, l'autorité compétente ait justifié que la modification ne concerne que l'affectation de petites zones au niveau local et ne soit pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement compte tenu des critères énumérés à l'annexe D du présent Code. Dans ce cas, la demande du permis est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'article 188/7.

Les alinéas précédents sont applicables à l'avis du Collège d'urbanisme lorsque celui-ci tient lieu de décision conformément à l'article 188/3.

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2019 relatif à l'introduction des recours exercés devant le Gouvernement contre les décisions prises en matière de permis de lotir, de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme et organisant l'audition prévue dans le cadre de ces recours :

Article 1er. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° CoBAT : le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

2° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale ;

3° Recours : le recours en réformation introduit auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 188/1 du CoBAT.

Art. 2. Sous réserve de ce que prévoit l'article 188/1, alinéa 2, du CoBAT pour les recours introduits par le Collège des bourgmestre et échevins, l'introduction d'un recours au Gouvernement peut se faire par la voie électronique ou par envoi d'une lettre recommandée à la poste.

Art. 3. Dès la réception du recours, le Gouvernement notifie, par la voie électronique, au Collège d'urbanisme et à l'autorité dont la décision est contestée, une copie du recours accompagnée, s'il échet, d'une copie des documents qui y sont joints.

Dès la réception de la notification visée à l'alinéa 1er, l'autorité dont la décision est contestée adresse deux copies conformes du dossier administratif au Collège d'urbanisme.

Art. 4. L'autorité dont la décision est contestée peut demander à être entendue, par la voie électronique ou par la voie postale, dans le délai prévu à l'article 188/1, alinéa 4, du CoBAT. Cette demande est adressée au Gouvernement qui la fait suivre, dès réception, au Collège d'urbanisme.

Art. 5. Lorsqu'une partie a demandé à être entendue, le Collège d'urbanisme convoque toutes les parties au plus tard huit jours avant la date de l'audition.

La convocation est adressée par la voie électronique à l'autorité dont la décision est contestée, et peut être adressée par cette voie au demandeur de permis ou de certificat dans l'une des hypothèses suivantes :

1° Lorsqu'il a introduit son recours par la voie électronique ;

2° moyennant son consentement préalable et exprès à échanger des communications électroniques produisant des effets juridiques à son égard.

L'absence d'une partie dûment convoquée n'affecte pas la validité de l'avis du Collège d'urbanisme.

Art. 6. Le Collège d'urbanisme dresse un procès-verbal de l'audition des parties en vue de sa communication au Gouvernement.

Art. 7. Lorsqu'une demande d'audition a été introduite conformément aux exigences de l'article 188/1 du CoBAT et du présent arrêté mais que le Collège d'urbanisme n'a pas procédé à l'audition dans le délai visé à l'article 188/2 du CoBAT, le Gouvernement invite les parties en vue de leur audition en se conformant au prescrit de l'article 5.